

Marine.

MM.	MM.
ALFRED BRARD.	DE KERGUÉZEC.
BABIN-CHEVAYE.	DE LAVRIGNAIS.
BÉRANGER (Henry).	LE HARS.
BERGEON.	LEMARIÉ.
Comte DE BLOIS.	LÉMERY.
BRINDEAU.	LE TROADEC.
CUTTOLI.	MORAND.
DAVID (Louis).	MULAC.
DEHOVE.	PAMS (Jules).
DUDOUYT.	PERREAU.
DUROUX.	DE POMEREU.
D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.	RIOTTEAU
FARJON.	ROULAND.
FENOUX.	ROUSTAN.
FLAISSIÈRES.	SERVAIN.
FORTIN.	THUILLIER-BURIDARD.
GUILLOTEAUX.	TISSIER.
HENNESSY (James).	TRYSTRAM.

1923



FABRIQUE DE REGISTRES · COPIES DE LETTRES · CARNETS

LITHOGRAPHIE  
TYPOGRAPHIE  
GRAVURE

CARTONNAGES

FOURNITURES  
DE BUREAUX  
et de  
DESSIN

**FORTIN & C<sup>ie</sup>**



BUREAUX & MAGASINS  
59, Rue des Petits-Champs  
PARIS

USINES :

184, Faub<sup>g</sup> St Denis, PARIS.

13, Rue du Moulin d'Ecorce.

24, Av<sup>e</sup> Georges Clémenceau.

NEVERS

TÉLÉPH: LOUVRE: 52-52 52-54  
52-53 52-55

N<sup>o</sup>

Pour avoir un Registre semblable, il suffit de rappeler le Numéro ci-dessus



Séance du Jeudi 8 Janvier 1923.



Présidence de M. Riottéau P<sup>r</sup> D'âge  
Présents M. M. Rouland, Debove, Bergeon, de Porlen,  
Brindeau, de Lavignac, Guilloteaume, Fenoux, Fortin,  
Morand, Lemarié, de Kerguezec, Farjon, Riottéau  
Servais, de Blois, Dubouy, Le Groadez.

M. le P<sup>r</sup>

L'ordre du jour appelle l'élection du bureau de la  
Commission

M. Brindeau

Je propose le renouvellement du bureau. Assentiment  
unanime.

En conséquence sont réélus pour l'année 1923.

Président M. de Kerguezec.

Vice Présidents M. M. Riottéau

Guilloteaume  
Secrétaires M. M. Fenoux

Bergeon.

Rapporteur Général M. Brindeau.

Présidence de M. de Kerguezec

M. de Kerguezec P<sup>r</sup>

Je remercie de tout cœur la Commission de la Marine  
du nouvel honneur qu'elle vient de me faire. Je  
n'ai pas besoin de lui dire que je ferai tous mes  
efforts pour en être digne. Nous allons avoir une  
année très chargée nous aurons à examiner des  
projets nombreux : le budget, la loi sur les asseurances,  
la proposition créant un corps d'ingénieurs de  
l'artillerie, et peut-être la loi des cadres, sans  
compter tous les incidents qui peuvent naître  
pendant ces deux mois et appeler votre intervention.  
Parmi ceux-ci je vous signalerai, la ratification  
des accords de Washington sur lesquels la Com<sup>mission</sup>  
de la Marine devra être consultée pour avis et aura  
à manifester son opinion.



Avant de commencer nos travaux je tiens à saluer la prise en nouvelle parmi nous de M. le Comte de Blois ancien officier de marine qui porte les traces de son admirable conduite pendant la guerre; sa compétence, sa connaissance pratique des choses de la marine, son esprit éclairé font de lui certainement un de nos plus précieux collaborateurs. (Applaudissements)

M. le Comte de Blois remercie M. le Président.

M. le Président Je vous salue que M. Braud est prêt à vous lire un projet de rapport sur la proposition de loi que j'ai déposée relative à la création d'un corps d'ingénieurs d'artillerie. M. le général Bourgeois est prêt à donner l'avis de la Commission de l'armée. Je sais que cet avis est favorable.

La création d'un corps d'ingénieurs de l'artillerie est approuvée par les maréchaux Pétain et Fayolle. Ils pensent que c'est un premier pas vers l'établissement d'un ministère de la production de guerre.

M. Braud nous donnera lecture de ce projet de rapport à notre prochaine séance. (Assentiment)

M. le P.<sup>r</sup>

J'ai reçu une demande d'audition de l'interfédération nationale des inscrits maritimes.

La Commission décide que M. le Président ~~se~~ sera les représentants pour connaître le sujet de leur demande d'audition.

M. le Président

C'est aujourd'hui que se discute en séance publique l'interpellation de M. Guillobeaux sur la perte du cuirassé France. Il est possible que j'interviendrai.

J'ai l'intention de demander, au nom de la Commission, l'augmentation du personnel hydrographique. Il y a longtemps d'ailleurs, alors que j'étais rapporteur du budget de la Marine à la Chambre des députés



que j'avais proposé des crédits à cet effet. Je n'ai même pas été appuyé par le Ministère de la Marine.

Si nous voulons que des accidents pareils à celui qui nous a coûté l'un de nos plus beaux cuirassés ne se reproduisent pas, il faut ~~établir~~<sup>réviser</sup> la carte de toutes nos côtes. Pour cela il y a beaucoup à faire. J'ai l'intention également de demander qu'un officier de marine, nous en avons en surabondance soit affecté à chaque navire pendant à des opérations hydrographiques : cela accroitra numériquement le personnel hydrographe, sans que cela coûte un sou au budget.

Les premières cartes datent de cent ans, c'est Beautemps-Beaupré qui les a fait établir : il avait à cette époque 17 ingénieurs sous ses ordres, le nombre n'en a pas augmenté depuis. Et cependant c'est le seul service de la Marine qui soit productif : la vente des cartes marines rapporte des sommes importantes qui pourraient l'être plus encore.

M. le Président.

Vous avez à votre disposition l'étude à laquelle j'ai fait procéder du budget de la Marine tel qu'il a été voté par la Chambre.

A mon avis le budget de la Marine ne peut être voté sans que la Commission de la Marine ait été consultée sur l'aménagement des crédits. C'est à nous de dire sur quel point doit porter l'effort financier de l'année : la Commission des finances fixe la somme qui peut être attribuée au Ministère de la Marine et c'est la Commission de la Marine qui devrait la répartir.

En agissant comme elle l'a fait jusqu'ici je crois que la Commission des finances sort de son rôle.

M. Brindeau.

Elle n'agit pas seulement ainsi pour le budget. La question de compétence que vous soulevez vient de se poser devant la Commission de l'outillage national et s'agit de l'aménagement du port de Verdun.



Avant même que la C<sup>mme</sup> spéciale ait entendu le  
ministre, la C<sup>mme</sup> des finances a envoyé un  
questionnaire aux chambres de commerce intéressées  
questionnaire où elle envisage des solutions tout  
à fait autres que celles auxquelles s'est arrêtée la  
C<sup>mme</sup> technique. C'est la sortie de ses attributions

M. Roulland Vous avez parfaitement raison. Il serait désirable  
que les Présidents des Grandes Commissions se  
réunissent et envisagent le moyen de mettre un terme  
à ces empiètements

M. le P<sup>r</sup>

Cette question doit être résolue en effet soit par  
un entente des présidents des C<sup>mme</sup> spéciales et de la  
Commission des finances, soit par un conflit public.  
Pour ma part je n'hésiterai pas à défendre à la  
tribune le point de vue que j'ai soutenu devant vous.

(Assentiment général)

La séance est levée

Le Président



5

Séance du Mercredi 21 Janvier 1923

Présidence de M. de Kerquizec.

Présents M. M. Luystram, Brard, de Balois, Luvain  
Hennessy, Lemery, Bergeon, Louis David, Huellier  
Burdard, Dudouyt, Farjon, Rivoteau.

M. L<sup>e</sup> P<sup>r</sup>

Muchante la bienvenue à M. Louis David membre  
nouveau de la C<sup>omm</sup>

M. L<sup>e</sup> P<sup>r</sup>

M. le Ministre de la Marine demande à être entendu  
par la Commission au sujet du budget de son département.  
Cetle audition est fixée au Vendredi 9 à 14<sup>h</sup>30.

Ingénieurs d'artillerie

M. Brard

donne lecture de son projet de rapport sur la proposi-  
tion de loi de M. de Kerquizec créant un corps d'ingé-  
nieurs d'artillerie.

La C<sup>omm</sup> renvoie à une prochaine séance la  
discussion des articles.

M. Lemery

Sur les grands principes posés par la proposition  
je suis d'accord avec M. de Kerquizec, notamment  
sur la nécessité d'accroître notre matériel de façon  
que si jamais une nouvelle guerre s'élèverait, nous  
ne nous retrouvions pas dans la situation de 1914.  
Je vois également que la création d'un corps  
unique amènerait certainement des économies  
et éviterait les gaspillages que nous voyons trop souvent  
se produire dans les services constructeurs de la guerre  
et de la Marine. Mais une question me préoccupe  
celle du matériel que M. Brard semble croire inter-  
changeable.

M. de Kerquizec

Nullement. Ma proposition n'a jamais envisagé  
de créer un matériel d'artillerie qui fût interchangeable  
entre la guerre et la marine.



Il s'agit seulement d'installer une fabrication commune et d'études communes. Jamais, dans ma pensée, il ne s'est agi d'envisager un matériel interchangeable.

M. Lemery  
M. Lef.

Où c'est une communauté de recherches et d'études de Ministre de la Guerre et le Ministre de la Marine poserait chacun au nouveau corps les problèmes qu'il aura à résoudre.

M. Lemery  
M. Hennessy

La spécialisation se fera au sein de l'organisme unique. Je vois très bien l'utilité d'un corps unique en ce qui concerne la construction du matériel: je conçois également que cela évitera les gaspillages qui résultent de la dualité des corps de l'artillerie navale et de l'artillerie de terre.

Mais il y a une question qui m'intéresse: celle du personnel. Pendant longtemps encore c'est sur l'artillerie de terre que porteront tous les efforts on s'occupera principalement des canons de l'armée il sera difficile à l'artillerie navale de se faire sa place.

M. le Président

Si nous ne créons pas le corps unique des ingénieurs d'artillerie, l'artillerie navale disparaîtra encore plus certainement. Le Ministère de la Guerre n'a en effet qu'une idée: absorber le Ministère de la Marine en créant un ministère de la Défense nationale. Ce qui m'a décidé à déposer ~~mon~~ proposition, c'est une conversation que j'ai eue avec le Général Buat où il m'exposa son plan de création d'un ministère de Défense nationale.

Or je ne veux pas d'un tel organisme qui tuera notre Marine. Il y a un ministre de la Défense nationale: c'est le Président du Conseil. La Présidence du Conseil en tant qu'organisme n'existe pas en France: elle n'a ni local ni personnel. Le Président du Conseil est généralement titulaire d'un portefeuille spécial

M. Lemery



Le système est d'ailleurs regrettable. Il faudrait une véritable Présidence du Conseil avec un local, des bureaux de manière que le Président du Conseil pût effectivement centraliser tous les renseignements provenant des autres ministères et donner à ceux-ci les directives nécessaires. Quoique vous passiez dans un corps dont les membres proviennent de deux origines différentes, il est impossible qu'il n'y ait pas une partie qui domine. Je crains en l'espèce que ce ne soient les ingénieurs provenant de l'artillerie de terre qui ne conservent la suprématie.

M. Hennessey.

M. le Président.

Si le corps des ingénieurs d'artillerie devait dépendre du ministère de la guerre je comprendrais vos craintes, mais dans mon projet, il n'en est pas ainsi, il dépendra tout de la Présidence du Conseil ou ce qui me paraîtrait préférable d'un organisme nouveau qui serait le Ministère des Productions. D'ailleurs pour répondre à vos préoccupations, je serais tout disposé à augmenter la proportion des ingénieurs de l'artillerie navale.

M. Fayon.

La création d'un corps unique d'ingénieurs d'artillerie pourrait avoir un effet fâcheux celui d'opérer une scission complète entre les corps combattants et les corps réalisateurs. Ne serait-il pas bon de dire dans le texte de la loi que les ingénieurs devront faire des stages dans les corps de troupe.

M. le Président.

En 1907 j'avais introduit cette disposition dans la loi créant les ingénieurs d'artillerie navale : je l'ai reproduite dans la proposition que nous discutons.

M. Fayon.

Il serait bon également que les officiers de troupe fissent un stage dans les établissements

M. le Président.

Pour ma part, je n'y vois aucun inconvénient.



M. le Président

Je crois que sur le principe nous sommes d'accord : nous examinerons les questions de détail en discutant les articles.

Je rappelle à la Commission que nous devons entendre M. le Ministre de la Marine lors de notre prochaine réunion.

M. Servain

Je me réserve de demander à M. le Ministre de la Marine combien il y a d'officiers de marine et sur ce nombre combien il y en a à la mer.

Il m'a été dit en effet que sur les aspirants sortis récemment de l'École navale, pas un seul n'était embarqué.

La séance est levée

Le Président



Séance du Vendredi 9 Février 1923

Présidence de M. de Kerguezec.

Présents M. M. Hennessy, Roulland, Dubouy,  
Thuillier - Burdard, Fortin, Gysstram, de Pomereu,  
de Blois, Babin - Chevalier, de Lavignais, Le Hars,  
Dauvion, d'Estournelles de Constant, Leinert.  
Excusés M. M. Brard et Teuvou.

Audition de M. Raiberti Ministre de la  
Marine

Le Ministre est accompagné des amiraux  
Langle et Brissot.

La sténographie de cette audition est  
annexée au présent procès-verbal.

Le Président



Séance du Vendredi 16 Février 1923

Présidence de M. de Kerquezee

Présents M. M. Brard, Lervau, Dehove, de Blois  
Lemery, Guillobeau, de Lavignac, Durand  
Brindeau, Dubouy, Rivteau.

L'avis présenté par M. Brard au sujet de l'acquisition  
de terrains destinés à l'établissement du port de pêche  
de Lorient est adopté.

### Accords de Washington

M. le Président

M. Lemery qui a étudié les accords de Washington  
ainsi que la Commission l'en ayant prié va nous  
faire un exposé de la question.

M. Lemery

Je me plairai dans cet exposé, uniquement au  
point de vue de ce qui peut intéresser la Commission  
de la Marine.

Le premier point concerne la limitation des arma-  
ments navals, le second la protection de la vie des  
marins et des non-combattants.

Je ferai tout d'abord remarquer que ces deux  
questions sont traitées par deux accords différents  
qui n'ont entre eux aucun rapport et qui n'ont  
été présentés ensemble que par suite de coïncidence.

Le traité relatif à la limitation des armements  
est un traité passé entre les Etats Unis d'Amérique  
l'Angleterre, la France, l'Italie et le Japon seuls  
il n'a effet que jusqu'au 31 décembre 1936. Il  
fixe le tonnage des capital-ships à 35 000 tonnes  
pour les Etats Unis et l'Angleterre, à 25 000 pour le  
Japon, à 15 000 pour la France et l'Italie.

Chaque navire doit être compris comme tonnage  
entre une limite inférieure de 1000 tonnes et une  
limite supérieure de 25 000 tonnes.



11  
Ce traité réglemente le calibre des canons, indique les dates où de nouvelles mises en chantier pourront être faites, désigne par leur nom les navires qui peuvent être armés. C'est un véritable traité passé entre nations libres.

Le second rassemble un certain nombre d'articles qui n'ont ni la même valeur, ni la même précision ni la même portée : ses dispositions sont sans limitation de durée : elles sont faites pour l'éternité. Pourquoi cela ? Parce que dans la pensée de l'auteur M. Elihu Root ces dispositions ne constituent pas le résultat de négociations entre diverses puissances égales mais sont de véritables règles de la guerre qu'il faut imposer à toutes les nations. Les puissances qui n'étaient pas à Washington n'ont rien signé : ce traité n'est donc pas pour elles. Les articles proposés par M. Root énoncent des règles de droit international auxquelles n'ont d'ailleurs pas adhéré les puissances qui n'avaient pas été convoquées à Washington. De là certaines incohérences et contradictions que l'on peut relever entre les articles 1 et 4 par exemple.

L'article 1<sup>er</sup> déclare qu'un navire de commerce ne peut être détruit que lorsque l'équipage et les passagers ont été préalablement mis en sûreté. Cette règle n'est pas nouvelle, elle existait en droit international bien avant que M. Root ait formulé ses propositions. On ajoute que les ~~et par l'article 4~~ les puissances signataires tous marins belligérants ne sont en aucune circonstance dispensés de ces règles.

Et puis à l'article 4, les puissances signataires reconnaissent qu'il est pratiquement impossible d'utiliser les sous-marins sans violer ces règles et interdisent d'employer les sous-marins pour la destruction des navires de commerce. Si l'art 4 était pris au sens strict les torpilleurs et autres torpilleurs



et les sous-marins ne pourraient pas se servir de leurs torpilles contre les navires de commerce.

On aperçoit vite les raisons, complètement changées à la morale qui ont amené les puissances à admettre deux propositions aussi inconciliables.

L'accord sur l'emploi des sous-marins a été imaginé pour pallier au désaccord fondamental qui avait surgi entre les parties contractantes au sujet de la limitation des armements. Si l'Angleterre et l'Amérique ont ~~adopté~~ accepté une limitation des navires de haut bord, elles ont voulu néanmoins conserver la suprématie des mers : elles ont voulu et assuré la liberté du trafic commercial. Or la même limitation des armes défensives, comme le sous-marin risquait de compromettre cette liberté, c'est ce qui a amené l'Amérique à présenter ces dispositions singulières.

D'abord, la dépêche du 10 juillet 1921 de M. Furman dit que il s'agit simplement d'une conférence relative à la limitation des armements sur terre comme sur mer. Quelques jours après on décide de profiter de cette conférence pour tenter de résoudre les questions du Pacifique et de la Chine.

Le 19 juillet M. Hughes suggère qu'on pourrait également étudier l'emploi de l'aviation et des gaz. Les progrès de ces dernières sciences étant, si l'on peut ainsi parler, effrayables.

Le 12 Août l'invitation officielle est ceci :

Le travail productif hante sous un fardeau économique trop lourd à supporter à moins que les énormes dépenses publiques actuelles ne soient grandement réduites. . . . Les dépenses énormes qui entraînent les rivalités en matière d'armement constituent manifestement la plus grande partie du fardeau imposé aux entreprises et à la prospérité



nationale et les dépenses extravagantes de cette nature, ou celles dont on peut se dispenser, ne sont pas justifiées non seulement au point de vue économique, mais sont plutôt une menace constante pour la paix mondiale qu'une assurance de sa préservation. Il semble cependant qu'il n'y aurait aucune raison de s'attendre à ce que ces dépenses croissantes soient arrêtées à moins que les Puissances les plus grandement intéressées ne trouvent une base satisfaisante d'accord en vue de les limiter. Le mouvement est venu, croit-on, pour ces puissances d'aborder directement ce sujet dans une conférence; et bien que dans la discussion de la limitation des armements la question des armements navals puisse occuper naturellement le premier rang, on a cru qu'il vaudrait mieux ne pas inclure les questions se rattachant aux autres armements, afin que toutes les mesures pratiques d'allégement puissent être convenablement étudiées. Il sera peut-être désirable également de formuler des propositions en vertu desquelles, dans l'intérêt de l'humanité, l'emploi de nouveaux engins de guerre pourrait être contrôlé d'une manière convenable.

Le but essentiel apparaît donc tout d'abord la limitation des armements.

Plus tard le programme s'étend et le 12 septembre M. Myron Herrick écrit à M. Briand:

"J'ai l'honneur d'informer votre Excellence que mon Gouvernement desire faire à titre d'essai les suggestions suivantes pour le programme de la conférence sur la limitation des armements."

1. Limitation de l'armement naval.
2. Règles pour le contrôle des nouvelles méthodes de guerre.
3. Limitation des armements terrestres."

M. Briand demande des éclaircissements sur ce qu'on entend par le point 2. Règles pour le



contrôle des nouvelles méthodes de guerre.

On lui répond, le 10 septembre que cela signifie la discussion de l'opportunité qu'il y aurait à formuler certaines règles pour le contrôle des nouveaux procédés de guerre, tels par exemple que l'emploi des gaz, des forces aériennes et des sous-marins. Il s'agit de règles et non de traité.

Le 12 novembre s'ouvre la Conférence.  
M. Balfour déclare que l'idée de limiter les armements navals constitue pour la Grande Bretagne un grand sacrifice : il fit valoir le mérite de l'adhésion de son pays "qui a pour centre une petite île surpeuplée qui dépend de ses communications pour ses matières premières et sa subsistance et n'a jamais que sept semaines de vivres d'avance". "ce serait, ajoute-t-il, folie de ne pas comprendre que bien des points devront être éclaircis et discutés antérieurement, notamment le rapport de cette limitation avec celle des armements terrestres ou renvoyer la question des sous-marins pour la quelle les projets de limitation admettent un tonnage de 1,90000 tonnes qu'aucune marine n'a encore atteint."  
"Il faut maintenir, sans doute, les sous-marins qui sont la défense des faibles; mais interdire ceux de grand modèle qui sont pour l'attaque."

Le n'est déjà plus du désarmement qu'on traite le problème est celui-ci : qui est le plus fort et le pouvoir résister.

La délégation française laisse tomber la question des sous-marins pour prendre corps à corps la limitation des armements terrestres : elle refuse absolument de laisser dicter cette dernière. On lui <sup>donne raison</sup> rétorque.

Restent la limitation des armements navals, et les règles pour les nouvelles méthodes de guerre.

Le 13 novembre on constitue trois commissions



15  
l'une pour l'étude des questions aéronautiques, l'autre  
de l'emploi des gaz et la troisième pour la codification  
des lois de la guerre.

La Commission de l'emploi des gaz aboutit à cette  
conclusion qu'on ne peut pas formuler de règle. Tandis  
que les délégués discutent publiquement les questions  
du Danemark, la Grande Bretagne, les Etats Unis et le  
Japon élaborent des propositions pour le désarmement  
naval : une heure avant une séance publique de la  
Commission, on convoque M. Sarrault et on lui fait  
voir ce qui a été décidé : surprise de la délégation  
française qui ignorait complètement les pourparlers  
qui avaient eu lieu entre les trois nations dont j'ai  
parlé.

La décision prise par la Grande Bretagne, les Etats Unis  
et le Japon a une base purement mathématique  
on applique un coefficient de réduction aux flottes  
telles qu'elles sont constituées le 1<sup>er</sup> décembre 1911.  
Les Etats Unis et l'Angleterre se voient réduire de  
800000 à 500000 tonnes, le Japon à 200000 tonnes  
la France à 102 000 tonnes soit trois cuirasses  
de 2500 tonnes. On profite des circonstances : on  
applique le même coefficient aux flottes, comme  
celles des Etats Unis et de l'Angleterre qui se sont cessé  
de s'accroître pendant la guerre et à celles d'un  
pays comme la France qui s'est sacrifiée qui a  
tourné toute son activité vers la lutte terrestre qui  
a fourni des armes à ses alliés. Cela n'entre pas  
en compte on n'a aucun égard à la situation  
géographique de la France, à l'importance de ses  
colonies.

M. Sarrault ne cache pas sa surprise, il déclare  
ne pouvoir souscrire à pareille décision, et devoir  
demander des instructions. On lui accorde 135000  
tonnes au lieu de 102000. M. Sarrault insiste



encore. M. Hughes s'adresse alors directement à M. Briand: la presse américaine et la presse anglaise paraissant obéir à un mot d'ordre accusent la France de vouloir faire échouer la conférence.

M. Briand répond qu'il dira M. Hughes qu'il est tout disposé à donner des instructions à M. Sarraut pour qu'il accepte la réduction du tonnage des capital-ships, mais qu'il ne peut admettre une réduction du tonnage des navires de guerre. La France demande 22000 tonnes de bâtiments légers et 40000 tonnes de sous-marins <sup>au minimum</sup>. Lorsque ces chiffres seront produits M. Hughes interroge M. Sarraut avec quelque vivacité et lui demande s'il croit que la France veut elle utiliser ces 40000 tonnes de sous-marins.

M. Sarraut répond que la France ne demande pas s'il croit que les Etats-Unis et l'Angleterre pourraient envisager d'utiliser les 22000 tonnes de capital ships qu'ils désiraient.

Le 23 décembre il semble que le débat va tourner court: Lord Lee déclare que le sous-marin est impuissant contre les navires de guerre que c'est donc en vue de les utiliser contre les flottes de commerce que la France demande un pareil tonnage en sous-marins.

C'est à ce moment qu'apparaît la révolution Root: l'avis est fait depuis la réponse de M. Briand sur le chiffre de 15000 tonnes pour les capital-ships mais puisque les délégués français n'acceptent pas le sacrifice total qui leur est demandé, puisqu'ils ne veulent pas renoncer aux 40000 tonnes de sous-marins, sous couvert de morale, de droit des neutres on va tenter hypocritement d'instituer l'égalité navale de l'Angleterre et des Etats-Unis.



M. Laurant qui flaire le piège demande, et il s'agit là de résolutions que les cinq signataires seuls vont approuver ou si ces résolutions seront soumises à une conférence internationale. M. Balfour réclame un traité qui liera entre elles les cinq nations signataires la délégation française hésite à s'engager: elle voit les difficultés que peuvent soulever les tentatives faites par M. Roth. Qu'est ce qu'un navire de commerce quand s'il transporte des armements ou des troupes? quand s'il est unvové par un navire de guerre.

Alors une seconde campagne de presse surgit occasionnée par ce qu'on appelle l'incident Casten. Le commandant Casten avait écrit dans la Revue Maritime un article sur faisant l'histoire de la guerre sous-marine il avait indiqué quelle était sur ce point la théorie allemande. Lord Lee par un contre-sens qui ne paraît pas tout à fait involontaire attribue à la France une théorie que le commandant Casten avait prêtée à l'Allemagne. La délégation française capitule.

Le 5 janvier on discute la rédaction des résolutions un incident se produit: le délégué japonais M. Hamikura demande si l'usage des sous-marins sera interdit contre les navires de commerce en cas de blocus. M. Schanzer, délégué Italien réplique que le blocus n'a pas été aboli et qu'il ne serait pas admissible qu'un navire de commerce pût violer le blocus en restant exempt de l'action sous-marine: en pareil cas le sous-marin sert pour utiliser contre le commerce, il fait respecter le blocus.

M. Balfour intervient aussitôt et dit que l'exception demandée par M. Schanzer risque de rendre vaine l'abolition de la guerre sous-marine.



contre le commerce. On a vu des blocus théoriquement  
inefficaces sur de grandes étendues: pourrait-on  
en déclarant le blocus de toutes les Amériques,  
craire immédiatement légitime la guerre sans  
marée au commerce et déclarer qu'on rend un  
blocus effectif simplement en le faisant exécuter  
par quelques sous-marins? Pourrait-on bloquer  
l'Italie entièrement avec la mer Méditerranée  
et de ce fait, attaquer les navires de commerce par  
des sous-marins à Gibraltar. M. Schœnberger n'a pas  
pas les révolutions Roubt sont adoplées on  
laine dans l'incertitude le point soulevé par le  
délégué japonais.

Celle est la guise de ces accords de Washington  
que devons-nous penser de ces accords?

Je ne veux pas discuter ici les valeurs des navires de  
ligne mais ce qu'il faut rappeler c'est qu'en l'été de  
ces accords on a posé le principe que le navire de ligne  
est le maître de la mer. C'est un postulat et est vrai  
ou faux il n'en a pas moins été placé au fondement  
des accords de Washington.

La France a-t-elle eu sa part? quelle à nous  
à voir si nous voulons, ou non, nous en servir.  
Les Etats Unis, l'Angleterre et le Japon se sont  
partagé l'empire de toutes les mers du globe. La  
France a reçu un ~~différent~~ tonnage pour ses  
navires de ligne qui n'est en rapport ni avec sa  
situation géographique, ni avec sa situation politique,  
ni avec les sacrifices qu'elle a consentis pour armer  
une armée terrestre qui a été l'armée de conquête  
du monde. (Néanmoins) Non seulement elle  
n'a pas reçu en capital ships le tonnage auquel elle  
avait droit, mais on ne lui a même pas accordé  
ce qui lui était nécessaire en navires secondaires.  
Je prends par exemple les navires porte avions.



Le déplacement de ces navires ne doit pas dépasser 4000 tonnes ils ne doivent pas porter de canons supérieurs à 205 millimètres. L'Angleterre et les Etats-Unis peuvent posséder 125000 tonnes de ce genre de navires, le Japon 81000 tonnes, la France et l'Italie 60.000 tonnes. Cela veut dire que l'Angleterre et les Etats-Unis ont droit à 5 navires, le Japon à 3, l'Italie et la France à 2. Je puis donc affirmer que les droits de la France ont été méconnus et que nous avons été traités en vassals. La question du désarmement naval a été traitée à huis clos entre les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon et on nous a averti de la décision prise. Heureusement nous avons pu conserver notre liberté en ce qui concerne les navires légers et les sous-marins, tout au moins en ce qui concerne leur nombre, leur efficacité devant se trouver bien réduite si les résolutions Root étaient adoptées et appliquées.

Malgré cette injustice, je crois que nous pourrions voter le premier traité celui qui concerne la limitation des armements. Nous sommes en ce moment hors d'état de suivre l'Angleterre et les Etats-Unis et leur course aux armements: nos finances ne nous le permettraient pas et jusqu'en 1930 date à laquelle se terminent les effets du traité je ne crois pas que nous puissions continuer de navires de ~~combat~~ "de ligne". A nous seuls nous devons donc voter la limitation des armements en faisant remarquer l'injustice dont nous sommes victimes mais en faisant annuler tout ce que nous sommes parvenus à faire et que c'est dans cet esprit que nous l'acceptons.

Mais après un tel gage donné à la paix il ne me paraît pas possible de ratifier les résolutions Root qui elles forment un autre traité.



absolument indépendant comme je l'ai expliqué

Sans même rappeler que les Etats Unis n'ont pas ratifié le traité de Versailles sans. Il rappelle qu'en 1898 les Etats Unis ont repris leur liberté en ce qui concerne la guerre de course: l'Angleterre n'a pas ratifié la déclaration de Londres relative à la contrebande commerciale, la France et l'Allemagne ont réservé leur liberté sur divers points de la convention de La Haye.

D'ailleurs les raisons que nous avons données pour approuver les résolutions Root se présentent en force.

Enfin d'abord l'absence de généralité de ces effets. Des règles de guerre ne peuvent être adoptées que par une convention universelle où toutes les nations seraient parties et non pas seulement cinq pays. N'oublions pas en effet que seuls les Etats Unis, l'Angleterre, le Japon, la France et l'Italie seraient les seuls à accepter ces résolutions.

Ensuite il y a l'absence de limitation de durée. Il serait inadmissible que le traité sur la limitation des armements prenne fin en 1936 alors que les résolutions Root seraient valables indéfiniment. Les meilleurs auteurs de droit international sont unanimes à reconnaître que des engagements pareils ne peuvent être irrévocables.

Enfin il y a incompatibilité entre l'article 1 et l'article 2 qui prévoit les règles d'armement et de saisi des navires de commerce pour les sous-marins et l'article 4 qui dit qu'il est impossible d'employer les sous-marins à la destruction du commerce ennemi.



L'article 3 dit que tout officier qui violera les règles  
des articles 1 et 2 (détruit par l'article 4) sera considéré  
comme pirate mais il n'indique pas quelle est  
la juridiction qui se prononcera. Pour que l'article  
3 soit applicable il faudrait une entente générale  
de toutes les nations. Il faudrait également définir  
ce qu'est un navire de commerce.

Ces résolutions ne vont pas au point, même  
dans leur forme. Nous ne saurions les accepter  
dans ces conditions.

Nous pourrions parfaitement les reformuler et  
déclarer que nous réclamons la réunion d'une  
nouvelle conférence internationale qui indépendamment  
de la guerre sous-marine pourrait envisager  
d'autres questions, comme celle des zones de guerre  
par exemple et nous pourrions mettre la France à  
l'abri de l'autorité du professeur Lawrence, qui enseigne  
en Angleterre que toute cette navale devrait être  
interdite sur les grandes routes du trafic international  
les combats ou les attaques n'étant permis que  
dans les zones de guerre où l'on pourrait alors user  
de tous les engins.

Voilà Mémieux résumé en quelques traits  
l'exposé de la question des accords de Washington  
(V. appt. unanimes)

M. le Président

Je vous ai été votre interprète à Paris en remerciant  
M. Limery du très remarquable exposé qu'il vient  
de vous faire. Nous ne sommes pas encore saisis  
du projet de loi ratifiant ces accords, il ne saurait  
donc y avoir de discussion car il n'y a pas une décision  
mais il m'a paru que de sa grande capacité, comme  
à l'unanimité la commission s'alignait avec suggestion  
de M. Limery, à savoir que nous pourrions accepter  
le traité de limitation des armements mais que  
nous devrions luer véritablement sur les résolutions Root.



Les délégués de la France sont allés à Washington sans être préparés au rôle qu'ils allaient avoir à jouer. M. Briand après avoir fait ce qu'il a pu pour empêcher le déclenchement d'une guerre a cru avoir tout obtenu. Le général Bugeot a oublié les leçons de la guerre dernière à savoir que si vous n'avez pas la liberté des mers vos armées de terre seront promptement réduites à l'impuissance.

M. Linnery

J'estime que la Commission de la Marine, chargée d'étudier la question au point de vue technique ne peut accepter les résolutions Root. Elles demandent au Sénat de les repéter. <sup>du</sup> Le Gouvernement se plaçant sur le terrain politique pourra demander leur ratification le Sénat décidera. Une Commission de la Marine, qui a vu de la défense nationale ne saurait se rallier à de pareilles propositions.

M. le Président

Le Canada et l'Australie n'ont pas accepté ces accords de Washington nous devrions, nous, demander que la Russie et le Maroc fassent semblable sur ces accords.

M. de Launay

Pour ma part je suis davis qu'il faut repéter non seulement les résolutions Root, mais le traité relatif à la limitation des armements. Celui-ci a quelque chose de tellement blessant pour nous ! croyez-vous que nous devrions gagner quelque chose à nous montrer accablés ? J'ai voté contre notre adhésion à la conférence de Washington je voterai contre les traités qui en sont issus.

M. Faïon

On a voulu ramener notre flotte au niveau de la flotte italienne on nous a aussi humiliés en élevant l'Italie.

M. D<sup>ts</sup>

Dans les négociations à Washington on a parlé d'attribuer à la France un tonnage de 90000 tonnes de cuirassés : pour ma part je considère ce tonnage comme tout à fait insuffisant : cela représente



seulement 20000 tonnes de sous-marins à la mer. Le  
Gouvernement français a l'air de croire que  
nous ne devons pas dépasser ce chiffre de 20000 tonnes  
M. Raiberti l'a cité comme le chiffre dans les limites  
duquel nous devrions nous maintenir. C'est une  
erreur. Aucune limitation n'a été faite ni  
pour les croiseurs ou torpilleurs ni pour les sous-  
marins

M. Lémery.

C'est exact il n'y a aucune limitation pour les  
sous-marins; <sup>une fois</sup> ~~les~~ <sup>proposés</sup> ~~proposés~~ les  
résolutions ont été adoptées on a jugé que c'était  
inutile

M. le Président

C'est un point qu'il faudra faire bien préciser  
au cours de la discussion.  
La séance est levée

Le Président



Samedi Mercredi 21 Mars 1923.

Présidence de M. de Kerquezee.

Présents M. M. Brand, Lystraen, Dubouy, de Blois,  
Lervain, Lemer, Peneau, Guilloteaux, de Laroque

M. L. P.

Je vous ai réuni pour que vous entendiez  
de deux questions qui vont prochainement  
figurer à l'ordre du jour du Sénat je veux  
dire le budget et la loi sur les arsenaux.

J'ai fait constituer deux commissions qui sont  
à la disposition des membres de la Commission  
l'une concerne le budget de la Marine de guerre,  
l'autre le budget de la Marine marchande  
je demanderais à la Commission de désigner  
deux de nos collègues pour examiner les documents  
présentés par la Chambre et suivre la discussion de  
ces budgets devant notre Commission des finances.

La Commission désigne M. Brindeau pour  
étudier le budget de la marine marchande et  
M. Lemer pour étudier le budget de la Marine  
de guerre.

#### Arsenaux

M. L. P.

La Chambre vient également de voter le projet  
de loi relatif aux arsenaux.

C'est là une très vieille question.

Il ne nous est pas possible de conserver tous nos  
arsenaux étant donné la marine que nous avons  
aujourd'hui. J'avais étant rapporteur des budgets  
de la Marine à la Chambre, demandé qu'on  
étudiât la question à l'industrie privée d'un certain  
nombre de ces arsenaux, surtout après la guerre, il  
y a eu possibilité de le faire : de grandes sociétés  
ont fait des offres : une commission fut constituée  
dans laquelle le Parlement était représenté par



23  
M. Henry Bérenger et par moi. Mais immédiatement  
on entama contre cette œuvre une guerre acharnée  
à la tête des adversaires se trouvant alors dans la direction  
des constructions navales que ministère de la Marine  
qui, au Parlement même menait ouvertement  
la campagne. Aujourd'hui, après la crise indus-  
trielle, il n'y a plus possibilité de céder aucun  
arsenal à l'industrie privée.

Néanmoins le projet voté par la Chambre  
est un progrès, il diminue le nombre de ports  
arsenars : il n'y en aura plus que deux  
Brest et Lorient : Cherbourg et Bizute deviendront  
ports d'appui : Lorient sera considérée comme éta-  
blissement hors des ports. Rochefort est supprimé  
ainsi que l'établissement de Guéret.

Cherbourg sera port d'appui, vous dit-on  
mais on y maintient un atelier de constructions de  
sous-marins : ceci me paraît dangereux, car Cher-  
bourg est à une demi heure d'hydrogène des côtes  
anglaises : port d'appui soit et encore avec de  
casematages, mais atelier de construction, ceci me  
paraît de la folie. Pourquoi ne pas mettre cet  
atelier de construction à Brest ou à Lorient, ou à Lorient.  
J'avoue avoir été longtemps partisan de la suppression  
totale de Lorient mais je reconnais qu'il y a là tout  
un outillage perfectionné qu'il serait regrettable de  
voir disparaître : Lorient est donc maintenu en tant  
qu'établissement hors des ports.

M. Guilloteaux Qu'appelle-t-on établissement hors des ports ?  
Généralement tout établissement qui ne s'appuie  
pas sur la mer, or Lorient a un port de commerce  
un bureau recrutement maritime : pour Lorient  
établissement hors des ports ne veut rien dire.

M. le Président. Si Lorient est maintenu comme établissement  
hors des ports, il faut lui donner une grande



intensité car c'est un des ports les moins menacés.

Rocheport d'après le projet doit être complètement supprimé, je ne vois pas pourquoi on y maintient encore 3 ou 400 ouvriers.

M. Perreau

Rocheport est le centre de la défense terrestre entre La Bidouaza et la Loire, il faut un centre de réparations et un magasin d'artillerie, on y trouve des stocks de matériel. En outre l'armement des navires de commerce navires auxiliaires de la flotte de guerre doit se faire à Rocheport.

M. le Président

L'Etat-major a une autre conception: pourquoi armer les navires de commerce à Rocheport? on peut aussi bien le faire à Nantes à Saint Nazaire à la Palisse, à Bordeaux. Il suffira de diriger sur ces ports le matériel d'artillerie nécessaire.

A vouloir rien n'est modifié

A Bizerte on maintient un point d'appui <sup>seulement</sup> j'estime pour ma part qu'on aurait dû au contraire donner plus d'importance à Bizerte

Bizerte est l'arsenal de la méditerranée centrale il doit pouvoir faire face à tous ses besoins d'armement, de réparations, de défense. Bizerte doit être invulnérable. Il n'est pas douteux en effet qu'en cas de conflit dans la Méditerranée, c'est sur Bizerte que l'ennemi jetterait immédiatement les yeux.

J'ai fait part de ces vues à l'Etat-major: il est pleinement d'accord avec moi; je ne comprends pas dans ces conditions pourquoi on a fait de Bizerte un simple point d'appui. Bizerte doit être plus: il lui faut une organisation d'arsenal qui lui permette d'approvisionner et de réparer les sous-marins, croiseurs, torpilleurs qui viendraient s'y réfugier.



M. Guilleaume

Je suis tout à fait d'accord avec vous : n'oublions pas qu'auprès de Bizerte se trouvent Malte et l'Italie. Nous ne sommes point assurés d'être toujours les alliés de l'Angleterre et de l'Italie : Bizerte doit pouvoir se défendre.

M. Perreau

Sur ce point je suis d'accord avec notre Président mais il est un autre point du globe où nous devrions avoir un point d'appui : je veux dire Saïgon où on cherche à céder l'arsenal de Saïgon à une compagnie privée.

M. le C<sup>te</sup> de Blais

En théorie vous avez raison mais entretenir un arsenal à Saïgon serait fort coûteux ; or Saïgon il ne faut pas nous faire d'illusion est à la merci d'une attaque du Japon. Toutes les sommes qu'on y consacrerait risqueraient de l'être en pure perte le jour où le Japon serait notre adversaire : ces sommes servent mieux utilisées à développer et à améliorer Brest et Toulon et surtout Bizerte qui est d'une utilité indiscutable.

M. le Président

Vous vous rappelez que j'avais parlé de cette question à M. Maurice Long quand nous l'avons entendu ici : je lui avais suggéré l'idée de créer en Indo Chine deux bases de sous-marins et d'aviation l'une à Saïgon et l'autre plus au nord. Je voulais amorcer la contribution financière de la colonie aux dépenses nécessaires par la création de ces deux bases : il avait accepté l'idée : je souhaite que son successeur soit dans les mêmes dispositions. L'idéal serait que toutes nos colonies possèdent une défense maritime autonome.

M. Farjon

Je suis tout à fait de l'avis de notre Président sur ce qui concerne Bizerte. La Méditerranée est une mer fermée : non seulement il faudrait qu'à Toulon et à Bizerte on puisse réparer, mais qu'on puisse y construire.



M. Guillebaume

La France doit rester maîtresse de la Méditerranée occidentale.

M. le P<sup>t</sup>

En effet les alliances ne sont pas éternelles.

Guérigny devait être supprimé complètement. A la suite d'interventions qui se sont produites à la Chambre, on y a réservé l'atelier des chaînes. Dans ces conditions, je me demande comment on arrivera à supprimer Guérigny.

M. Perreau

Voilà quelle est en résumé l'économie du projet. Je ne voterai pas ce projet car il comporte la suppression de l'arsenal et du port militaire de Rochefort.

Pourquoi supprimer cet arsenal plutôt qu'un autre? Rochefort peut construire toutes les petites unités et dans son rapport, M. de Chappedelaine a reconnu que Rochefort avait construit des torpilleurs et des sous-marins dans d'admirables conditions. Lorient n'est pas mieux situé mais on le conserve pour des considérations parlementaires exclusivement. Je sais bien qu'on prétend que l'entrée de Rochefort est difficile: je ferai observer que des bateaux calant 8 mètres y entrent couramment. L'arsenal coûte trop cher, ses frais généraux sont trop élevés dit-on encore: évidemment, depuis fort longtemps on ne lui a rien donné à construire ce n'est pas un moyen de diminuer les frais généraux.

En tous cas c'est une grosse erreur que de ne pas maintenir Rochefort comme point d'appui: il n'y a pas une rade qui vaille la rade des Indes, il n'y a pas de rade qui soit plus aisée à défendre par l'armement des forts. Rochefort est à proximité de Bordeaux et de La Pallice: tous les sous-marins et torpilleurs



qui défendront les approches de ces deux ports pourront aller s'y approvisionner en toute sécurité. Rochefort serait un centre d'aviation idéal. Des navires d'un tonnage important pourraient s'y réfugier : pendant la guerre on y a amené sans difficulté des navires de 6000 tonnes : les cuirasses auront un abri très sûr dans les Pertuis.

Qu'alliez-vous faire en outre de la pyrotechnie ? de l'hôpital maritime ?

J'ai l'intention de demander, par voie d'amendement le maintien de Rochefort en qualité de port d'appui.

Si vous supprimez Rochefort il n'y a aucune raison pour ne pas supprimer tous les autres arsenaux les raisons valables contre l'un, le sont contre tous.

M. le Président. Nous entendrons le ministre sur les articles c'est à ce moment que vos amendements pourront être utilement examinés. Certains des articles ne pourront être votés tels que la Chambre les a adoptés. Il y a notamment un article 7 qui est incompréhensible et inapplicable.

M. Guilloteaux. Pas plus que M. Perreau, je ne voterai le projet Supprimer des arsenaux avant que nous sachions ce que sera notre flotte, quelle sera notre politique navale, me paraît de mauvaise méthode. Nos arsenaux doivent être fournis de notre flotte et de notre politique navale. En agissant comme nous le faisons, nous mettons la charrue avant les bœufs.

Sant que le Gouvernement ne nous aura pas dit de quelle flotte il a besoin pour appuyer sa politique extérieure ce serait folie de détruire des arsenaux dont nous pourrions avoir besoin du jour au lendemain. Je ne prendrai pas pour ma part pareille responsabilité.

On invoque des raisons d'économie : ces économies



sont-elles réelles. Pour ma part je crois que la réforme se traduira non par une économie, mais par un supplément de dépenses pendant longtemps encore : sans compter les milliards qu'il faudra dépenser pour les établir le jour où leur nécessité aura été reconnue.

M. le Président

Sous Colbert où les moyens de communication étaient ~~très~~ précaires on comprenait qu'il y eût en divers points de la France des arsenaux munis chacun de tous les services, mais aujourd'hui certains des services peuvent être centralisés. Il a - 1. il vraiment besoin dans chaque port d'un service permanent des travaux hydrauliques : vous n'ignorez pas les histoires de la salle d'opération de Brest ou de la salle de bains de la même ville. N'importe quel architecte civil et n'importe quel entrepreneur privé les aurait construites plus rapidement et à meilleur compte.

Même pour les constructions navales proprement dites est-il besoin d'avoir tant d'arsenaux et un corps d'ingénieurs d'ingénieurs maritimes si nombreux. Nous avons des chantiers privés fort bien outillés le corps des ingénieurs des constructions navales devrait n'avoir pour rôle que de concevoir les types de navires et d'en contrôler la construction qui serait confiée aux chantiers privés. Ceux-ci coûtent plus cher dit-on. Je n'en suis pas certain, car nous n'avons pas de comptabilité commerciale de nos arsenaux : on impute indifféremment aux réparations des fournées d'ouvriers employés aux constructions neuves, ou aux réparations des jeunes constructions neuves des fournées d'ouvriers employés aux réparations : cela dépend des disponibilités budgétaires. Dans ces conditions, il est impossible de se rendre un compte exact des coût d'un navire. C'est un véritable gaspillage.



Vous vous souvenez, Messieurs, qu'au mois de Décembre dernier vous avez désigné M. Lénery comme rapporteur provisoire. Je suppose que vous voulez le confirmer dans ces fonctions. (Assentiment général)

M. Lénery est désigné comme rapporteur

M. Lénery

Dans mon rapport j'ai l'intention de rechercher le rôle historique des arsenaux au point de vue militaire point de vue qui doit dominer toute la question. J'examinerai ensuite à quoi correspond le rôle actuel des arsenaux par suite du développement de l'industrie privée.

Je prendrai ensuite le problème par son côté financier : comparaison des prix de revient des arsenaux et de l'industrie privée : je chercherai quelles réformes il y a lieu d'opérer et je conclurai en étudiant le projet voté par la Chambre et en me demandant s'il correspond bien aux nécessités d'aujourd'hui.

Pour cela je procéderai à toute enquête et à toute visite utile. Je me rendrai dans les services et dans les arsenaux : j'examinerai sur place.

La séance est levée

Le Président.



Séance du Mercredi 6 Juin 1923.

Présidence de M. de Kerguezec.

Présents MM. Riottreau, Guilloteau, Peneau, Lemerz  
Flaussières, Servais, Brindeau, Le Haro, Schove, Ruystraen  
Bergeon, Farjon, de Lavignacis, de Pomereu, Fénoux,  
Dumoussé, Lemarié, comte de Blois.

M. le Président

Je viens de recevoir de M. Henry-Berenger, rapporteur  
général de la Commission des finances, la lettre suivante.

Monsieur le Président et cher collègue.

"Le Ministre de la Marine a demandé le 8 décembre  
1922 l'incorporation dans le budget de 1923, d'un  
crédit de 21 millions voté par la Chambre des députés  
et représentant la première annuité d'un crédit global  
de 106 millions, pour la mise en chantier de 9  
sous-marins destinés à remplacer les petits sous-  
marins côtiers qui, en raison de leur âge ont perdu  
toute valeur militaire.

"D'accord avec M. le Président de la Commission  
des finances, j'ai fait connaître immédiatement  
à M. le Ministre de la Marine les observations que  
je croyais devoir présenter concernant cette procédure.

"M. Millies-Lacroix est d'avis, comme moi-même,  
c'est-à-dire, que la Commission des finances du Sénat  
ne peut examiner la tranche de programme que  
vous lui demandez d'incorporer dans le budget de 1923,  
à moins que d'ici le vote du budget, le Gouvernement  
prenne l'initiative de présenter un projet de loi  
qui devrait être d'abord adopté par la Chambre,  
après examen de ses commissions compétentes et qui  
aurait à être soumis à la Commission de la Marine  
militaire du Sénat. Les Commissions des finances  
ne sont en effet qualifiées que pour donner leur



avis financier sur des programmes militaires. C'est aux Commissions de la Marine et de l'armée qu'il appartient de se prononcer sur l'utilité de ces programmes et sur les modifications d'ordre technique qu'il conviendrait éventuellement d'y apporter."

" Le Gouvernement ayant néanmoins persisté à demander par la voie budgétaire les 21 millions nécessaires pour mettre en chantier la nouvelle tranche de sous-marins indiquée dans l'état F bis annexé au projet de budget, la Commission des finances a décidé de dispenser le crédit et d'inviter le Ministre à présenter au Sénat un projet de loi spécial, dont l'examen au point de vue technique devrait être fait par la Commission de la Marine.

" La Commission a entendu le Ministre dans sa séance du 30 Mai. Il ressort des renseignements fournis par M. Raiberti que la Marine manque de sous-marins et en manquera plus encore dans quelque temps. La Commission des finances a été très sensible aux arguments présentés par M. le Ministre de la Marine et j'en doute pas qu'elle soit convaincue de la nécessité d'acquiescer dès maintenant, notre flotte sous-marine.

" Mais elle persiste à penser, et elle l'a confirmé au Ministre par la voix de son Président, qu'elle ne peut aborder l'examen des crédits demandés pour cette nouvelle tranche de constructions neuves, sans que la Commission de la Marine ait été saisie elle-même de ce programme dans les formes régulières et ait fait connaître son avis, concernant le nombre et le type des nouvelles unités à construire.

" Je vous serais obligé, si vous partagez cette manière de voir, de bien vouloir insister auprès de M. le Ministre de la Marine, pour qu'il présente sans délai au Sénat un projet de loi que la Commission des Finances pourrait examiner dès qu'elle serait saisie du rapport présenté au nom de la Commission de la Marine.



Veuillez agréer, Monsieur et cher collègue l'assurance  
de ma haute considération

Signé Henry Bérenger.

M. Lénier

Je crois que M. Bérenger se trompe, il ne s'agit pas  
ici d'un programme naval: il s'agit seulement  
de remplacer des unités qui sont fatiguées et ne pourraient  
plus rendre de services. Nous ne pourrions évidemment  
remplacer ces vieilles unités démodées par des unités  
semblables: les sous-marins de remplacement doivent  
être du dernier modèle sans cela cela nous mait par la  
peine de les construire: il n'y a pas lieu de demander  
le vote d'un projet spécial. J'ajoute que l'étude  
et le vote d'un projet spécial retarderait la mise  
en chantier d'unités qui sont indispensables

M. Perreau

Il s'agit cependant là de types nouveaux, il faut  
bien que nous en connaissions les caractéristiques

M. Lénier

Tous les connaissez ce sont des sous-marins  
du même type que ceux qui figurent dans le  
programme naval que vous avez voté. Ils ne font  
que remplacer les unités qui sont à fin de service.

M. le Président

J'ai communiqué au Ministre de la Marine  
la lettre de M. Henry Bérenger, je lui ai demandé  
de venir devant la Commission: M. Raiberti  
est au Sénat, nous pourrions l'entendre et nous  
nous pourrions ensuite (assentiment)

Audition de M. Raiberti Ministre de la  
Marine

M. le Ministre est introduit

M. le Président

Je veux de donner connaissance à la Commission  
de la lettre de M. Henry Bérenger que je vous ai  
communiquée. Nous serions heureux d'avoir  
votre avis sur la procédure que vous propose  
la Commission des finances et que je ne sais  
pas très bien.



M. Raeberti

Ministre de la Marine

Je viens vous demander Messieurs de ne pas vous arrêter à cette question de procédure

La Commission de la Marine du Sénat connaît la situation précaire de la défense de nos côtes. Le principal élément de cette défense est actuellement constitué par les sous-marins en service dans notre flotte.

La Marine française compte 47 sous-marins représentant un tonnage de 28.650 tonnes.

La valeur de ces sous-marins, de types différents, est très inégale. Une vingtaine seulement ont une valeur militaire.

Sur les 47 sous-marins actuellement en service, 21 devront être rayés des listes de la flotte avant la fin de l'année 1926; ce sont:

- 1° 6 sous-marins type Brunaire de 400 tonnes
- 2° 4 sous-marins type Amphibite de 420 —
- 3° 3 sous-marins — amazon de 460 —
- 4° 8 sous-marins ex allemands, 4 de 860 tonnes  
3 de 720 tonnes, 1 de 260 tonnes.

Les 13 premiers sous-marins, de construction française doivent disparaître des listes de la flotte de 1923 à 1926 par ce qu'ils ~~auront~~ <sup>ont</sup> atteint la limite normale de leur existence.

Leur valeur militaire est très faible, à cause de leur peu d'endurance, de leurs moyens militaires très réduits. Très fatigués par leur service de guerre, d'un entretien relativement onéreux, nous ne les maintenons encore en activité que pour conserver à nos bases navales un minimum de défense dont il serait absolument impossible de se passer, dans la situation actuelle.

Les 8 sous-marins ex allemands ont été mis en chantier en 1916 par conséquent à une date assez récente; mais ils ont été construits avec des matériaux



de second ordre et de plus, ils sont déjà très usés par la guerre. Ils devraient donc certainement être ardemment avant 1926.

Or nous n'avons actuellement en construction que 12 sous-marins du programme 1922 :

6 sous-marins de 1<sup>re</sup> classe type Requiem de 1100 tonnes

6 sous-marins de 2<sup>e</sup> classe type Naïade de 600 tonnes

Pour remplacer les 21 sous-marins rayés des listes de la flotte de 1921 à 1926 il est par suite nécessaire d'ajouter aux douze sous-marins du programme de 1922 9 sous-marins prévus au budget de 1923.

Renoncer à la construction de ces 9 sous-marins, ce serait accepter de n'avoir en 1926, qu'un nombre de sous-marins inférieur au chiffre actuel. Or la défense de nos bases navales est aujourd'hui à peine assurée il me serait impossible d'assumer la responsabilité de diminuer encore cette défense dans un avenir prochain.

Les 9 sous-marins dont je demande la mise en chantier sont 3 sous-marins de 1100 tonnes, 6 sous-marins de 600 tonnes, du même type que ceux dont le Parlement a autorisé la mise en chantier par la loi du 18 avril 1922 et qui entreraient en service en 1924 et 1925.

Les 9 nouveaux sous-marins seront construits par les chantiers qui terminent les 12 sous-marins du programme de 1922. Dans ces conditions, le fait de construire des sous-marins de même type, présente, je reviens sur ce point des avantages considérables au point de vue industriel et financier.

Le sous-marin de 1100 tonnes a des qualités militaires supérieures ou au moins égales à celles des unités de même type en achèvement ou en construction dans les autres marines.

Toutes les grandes marines ont adopté un type de sous-marins d'un tonnage compris entre 800



39

et 1100 tonnes conçues en vue d'effectuer des opérations en haute mer, d'une durée assez longue, au besoin de plusieurs semaines.

La marine des Etats Unis a lancé 40 sous-marins de 800 à 1000 tonnes de 1918 à 1921 et en a encore 10 en chantier.

La marine britannique possède 32 sous-marins type L (dont 6 en achèvement ou en construction) de 900 à 950 t.

La marine japonaise possède un nombre assez élevé de sous-marins de 900 tonnes et 1000 tonnes dont plusieurs seraient en construction.

La Marine italienne n'a mis jusqu'ici en chantier que des sous-marins de 800 tonnes.

Or si l'on compare les caractéristiques des sous-marins de 1100 tonnes aux sous-marins étrangers précédents on constate :

1<sup>o</sup> que les vitesses maxima des sous-marins français, qui atteindra 17 nœuds en surface et 10 nœuds en plongée sont supérieures ou au moins égales à celles des sous-marins étrangers : la vitesse maxima de surface des sous-marins britanniques est de 17 nœuds, celle des sous-marins américains 18 n. g. ; les vitesses maxima en plongée de ces sous-marins sont de 10 nœuds.

2<sup>o</sup> que le rayon d'action des sous-marins français est très supérieur ; il dépassera 11000 milles à 10 nœuds alors que le rayon d'action des sous-marins étrangers sont d'environ 7 à 6000 milles.

3<sup>o</sup> que l'armement en torpilles des sous-marins français - 10 tubes lance torpilles et plusieurs de réserve - est double de celui des sous-marins étrangers.

Ainsi notre sous-marin de 600 tonnes soutient la comparaison avec n'importe quel type récent de sous-marin de tonnage équivalent construit à l'étranger : les Etats Unis ont 43 sous-marins de 5 à 600 tonnes très récents. La Grande Bretagne possède une trentaine de sous-marins de 450 à 700 t.



Le Japon possède un assez grand nombre de sous-marins de 450 tonnes.

Les caractéristiques de tous ces sous-marins étrangers sont analogues à celles des sous-marins français qui a cependant une supériorité très nette d'armement puis qu'il aura un canon de 10 cm (les petits sous-marins étrangers n'ont qu'un canon de 76 mm ou de 47 mm.) et 7 lance-torpilles (les sous-marins étrangers n'en ont que 4.)

Les sous-marins de petit tonnage - d'un emploi général dans toutes les marines - répondent à un besoin réel, celui d'assurer dans d'excellentes conditions de rendement les opérations de durée relativement courtes - comme la défense des côtes - qui n'exigent pas un rayon d'action considérable.

Le sous-marin coûte 18000 fr la tonne

Pour le prix d'un sous-marin de 1140 tonnes nous pourrions donc avoir deux sous-marins de 600 tonnes.

Le sous-marin de 600 tonnes a en effet la même arme que le sous-marin de 1100 tonnes, la même vitesse en plongée; une fois en plongée, il est donc aussi redoutable.

La seule infériorité réelle par rapport au sous-marin de 1100 tonnes est d'avoir une vitesse en surface légèrement plus faible (11 n. au lieu de 17.) et un rayon d'action très inférieur.

Mais pour la défense des côtes un grand rayon d'action n'est pas nécessaire. Il s'ensuit que le sous-marin de 600 tonnes est bien le sous-marin qui doit être spécialisé pour la défense des côtes.

Cependant, même pour la défense des côtes, il faut envisager certaines opérations de longue durée, c'est pourquoi, il nous faut aussi des sous-marins côtiers de 1100 t. ceux-ci pourraient aussi être utilisés pour la défense de nos colonies et nous dispenseront



d'installer ds ces colonies des bases d'un prix toujours très élevé  
Doit-on envisager la construction de sous-marins  
d'un tonnage supérieur à 1100 tonnes. Avant de se lancer dans  
une pareille aventure il faut se livrer à des études préliminaires  
L'Angleterre avait pendant la guerre construit 13 sous-  
marins de 1880 tonnes qui avaient une vitesse de 24 nœuds  
en surface : trois ont été coulés au cours des hostilités, un  
s'est perdu corps et biens elle a abandonné depuis ce type.  
Elle a ensuite construit trois sous-marins d'essai de 1600 t  
ayant un canon de 305 et seulement une vitesse de 9 nœuds  
ils semblaient destinés au bombardement des côtes : elle ne  
paraît pas vouloir les maintenir. On dit que l'Angleterre  
met à l'étude un sous marin de 3000 tonnes et les Etats Unis  
un sous-marin de 11000 tonnes. Mais je ne possède pas de  
renseignements certains sur ces prétendues unités.

Nous étudierons nous mêmes un type de sous-marin de  
3000 tonnes mais je ne pourrai en envisager la construction  
que lorsque je vous présenterai la deuxième tranche de  
programme naval.

Ce n'est pas tout que d'imaginer des coques de sous-  
marins de plusieurs milliers de tonnes il faut trouver  
les moteurs qui les feront marcher : j'ai demandé  
des crédits pour construire des moteurs de 7 et 8000 chevaux.  
En attendant que tout cela soit mis au point il nous  
faut développer les sous-marins de 600 et 1100 tonnes que  
nous connaissons et que nos officiers savent manier.

M. Fayon.

Vous avez parfaitement raison : dans six ans nous  
n'aurons plus que 10 sous-marins en service, il faut  
dès maintenant remédier à cette situation. C'est pourquoi  
j'estime qu'il faut dès 1923 vous ouvrir les crédits  
nécessaires à la mise en chantier des 9 sous-marins que  
vous demandez.

M. Lemaire.

Je vois que sur le fond nous sommes tous d'accord  
il ne se pose guère je vois qu'une question de procédure  
La 1<sup>ère</sup> des finances demande le dépôt d'un projet



M. le Ministre

fficial. M. le Ministre demande qu'il lui donne de crédits dans le budget. Pour moi, cette dernière méthode est la meilleure, il ne s'agit en effet pas d'un programme naval, mais d'unités de remplacement on ne peut vraiment chaque fois qu'il y a une unité à remplacer dire qu'il y a un programme. J'ajoute que le vote de <sup>l'article</sup> ~~chapitre~~ 219, qui figure les 21 millions, que je demande pour 1923, emporte ratification de l'état F B S qui indique le type des unités nouvelles dont la construction est autorisée. Les crédits ne pouvaient faire l'objet d'une loi de programme. Les lois de programme d'avant guerre avaient pour objet de fixer la constitution de la flotte et redonnaient des crédits très élevés.

Il s'agit ici non d'un programme, mais de la construction de quelques unités destinées à remplacer des unités existantes et qui doivent disparaître d'ici 1928. C'est donc dans le budget qu'il convient de demander au Parlement les crédits afférents à ces unités de remplacement.

J'ajoute que si j'adoptais maintenant la procédure d'une loi de programme, le projet ne pourrait se contenter de reproduire simplement les termes de l'art. 219 de la loi de finances déjà voté par la Chambre; il devrait fixer les annuités correspondantes aux quatre exercices sur lesquels s'échelonnent la dépense et ouvrir pour chacun de ces exercices les crédits correspondants. Il ne pourrait donc être déposé en premier lieu sur le bureau du Sénat. Je devrais le déposer à la Chambre. La discussion devrait être reprise à son commencement. Tout serait remis en question et étant donné l'encombrement de l'ordre du jour de la Chambre, il serait impossible de prévoir à quelle date le nouveau projet de loi pourrait être voté par elle et transmis au Sénat.



43

Or, il importe au plus haut point comme je l'ai expliqué, que les  
q sous-marins pour lesquels les crédits sont demandés, puissent  
entrer en service en 1926 et venir remplacer dans notre flotte  
les q sous-marins qui auront disparu à cette date.

Le remplacement ne pourra avoir lieu que si les q sous-  
marins sont mis en chantier avant la fin de 1923. Il est  
donc indispensable que la Commission des finances renvoie  
à exiger la présentation d'un projet de loi spécial qui assure-  
rait la mise en chantier à une date indéterminée.

Des raisons d'ordre financier et d'ordre industriel viennent  
d'ailleurs appuyer les raisons d'ordre purement militaire  
sur lesquelles j'ai insisté tout à l'heure.

Des q sous-marins qui font l'objet de la discussion  
3 sont identiques à ceux que construisent actuellement  
nos arsenaux, 6 seront identiques à ceux qui ont été déjà  
commandés à l'industrie privée. Si la mise en chantier de ces  
sous-marins est prochaine, les arsenaux et l'industrie  
privée bénéficieront des avantages de la construction en  
série. Les avantages sont à la fois d'ordre industriel et  
d'ordre financier.

Les avantages d'ordre industriel sont les suivants

1<sup>o</sup> possibilité de profiter sur les dernières unités de l'expérience  
acquise par le personnel technique et ouvrier

2<sup>o</sup> possibilité de répartir sur un plus grand nombre d'unités  
les frais nécessaires par certains travaux tels que : trace à la salle  
confecture de gabarits

3<sup>o</sup> possibilité d'obtenir des chantiers le maximum de rendement  
par la continuité des travaux qui leur sont confiés

Ceci est vrai de tous les chantiers, mais s'applique plus  
particulièrement aux chantiers de l'Etat qui n'ont pas  
pour les embauchages et congédiements de personnel la même  
souplesse que les chantiers de l'industrie privée.

Il convient de préciser ce qu'on entend par continuité  
des travaux d'un chantier de constructions neuves.

Il faut distinguer dans la construction d'un navire



deux périodes distinctes. La première appartient aux ouvriers de l'atelier des bâtiments en fer, aux charpentiers bois constructeurs de la coque, la deuxième aux ouvriers des professions dites d'armement, mécaniciens, chaudronniers, électriciens. Pour qu'il y ait véritablement continuité dans les travaux, il faut que les navires de la seconde série soient mis en chantier au moment même où s'achève la première période de la construction des navires de la série précédente. A cette condition seulement il n'y a pas de trous dans l'utilisation de la main-d'œuvre.

Or la situation actuelle des arsenaux est la suivante. A Cherbourg, le sous-marin sort en chantier. La première période est d'ores et déjà close pour les deux premiers; elle prendra fin pour les deux autres en Août. A Brest deux croiseurs et un sous-marin sort en chantier. Pour le premier croiseur et le sous-marin la première période s'achèvera en Août; pour le deuxième croiseur, ds les premiers mois de 1924. A Lorient, un sous-marin est en chantier pour lequel la première période de construction prendra fin ds le courant de l'été prochain.

On voit que dès le mois d'octobre 1923 les ports de Cherbourg, Brest et Lorient auront des disponibilités d'ouvriers libres; ces disponibilités croîtront en croissant et comme les navires de la 2<sup>e</sup> tranche du programme naval ne seront mis en chantier qu'au début de 1924, il y aura en 1924 pour les ouvriers des ateliers en fer un trou d'une année environ.

Le trou ne peut être bouché que par la mise en chantier dans le dernier trimestre de l'année courante de bâtiments nouveaux. Il y aurait donc le plus grand intérêt à assigner à chacun des arsenaux de Cherbourg, Brest et Lorient la construction d'un des sous-marins de 1100 tonnes de remplacement.



115

L'avantage financier qui résulterait des avantages industriels que je viens d'indiquer se traduirait par une économie de six millions rien que pour les sous-marins de 600 tonnes.

J'ai pu obtenir, après de longues négociations que, si le vote de la Chambre, autorisant la mise en chantier de 6 sous-marins supplémentaires de 600 tonnes était adopté par le Sénat, le prix unitaire demandé par l'industrie pour la construction de sous-marins de 600 tonnes serait réduit de 500 000 fr. en raison des économies qui peuvent résulter pour elle de la construction en série. Cette réduction s'appliquera aux sous-marins du programme de 1922 déjà commandés et aux 6 nouveaux sous-marins. C'est donc une économie de 6 millions que la Marine peut réaliser si la commande peut être faite avant le 8 Juillet.

Pour les sous-marins de 1100 tonnes construits par nos arsenaux, l'économie atteindrait au moins 6 %.

J'insiste donc auprès de la Commission de la Marine pour qu'elle donne un avis favorable au vote du budget de 1923 des crédits nécessaires à la construction de 6 sous-marins de remplacement dont la mise en chantier est prévue pour 1923.

Puisque je suis devant vous, je tiens à traiter une question qui tient à cœur à votre Président M. de Kerguelen.

M. de Kerguelen aurait aimé voir créer une direction de la guerre sous-marine. En réalité c'est deux directions qu'il eût fallu créer : une de la guerre de surface et une de la guerre sous-marine. Comment faire la division ? Comment assurer leur liaison ? En outre pour créer ces directions il fallait un vote du Parlement.

J'ai pensé qu'il y avait une solution plus simple. L'état-major général est chargé de toute la préparation à la guerre et de toutes les opérations : j'ai créé à l'état-



major une section des armes sous-marines, qui, sous l'autorité du chef d'état-major studiera toutes les questions techniques.

Cette section sera composée d'un capitaine de vaisseau et de 4 officiers tous choisis parmi les spécialistes. En même temps je placerais auprès de la direction de l'artillerie un officier spécialiste chargé de faire la liaison entre cette direction et la section de l'état-major.

Je ne pourrai réaliser cette réforme que lorsque le budget aura été voté. Elle coûtera 70 000 fr pour ce semestre: j'ai fait figurer les crédits au chap. I.

M. Faïgon

N'avez-vous pas quelque difficulté pour le recrutement de vos équipages?

M. le Ministre

En effet car un équipage de sous-marin doit être composé de matelots et grades spécialistes.

M. le Président

Je veux répondre quelques mots à ce que vous venez de dire à propos d'une direction ~~de~~ la guerre sous-marine.

Je reconnais que la mesure que vous avez prise est une amélioration, mais je la trouve insuffisante.

Je désirerais une organisation complète comprenant à la fois les techniciens et les utilisateurs.

Je crois qu'il y a au ministère de la Marine une erreur de conception: il serait souhaitable qu'il y eût une direction par arme: une direction pour les navires de surface, une pour les sous-marins, une pour la défense des côtes, une pour l'aéronautique. L'état-major aurait la haute main sur l'ensemble.

M. le Ministre

Ce serait une organisation calquée sur celle du Ministère de la Guerre. Celle-ci a bien des inconvénients elle comporte trop de divisions étanches.

M. le Président

Je crois qu'après vous avoir entendu la Commission des finances pour insister auprès de la Commission des finances pour que celle-ci rétablisse les crédits qu'elle a disjointes car 21 millions



47

destinés à la mise en chantier de neuf sous-marins de remplacement. J'envoie une lettre dans ce sens au Président de la Commission des Finances (assentiment général.) Si la Commission des Finances persiste à proposer la disputation vous porterez la question devant le Sénat et nous vous appuierons.

M. le Président

M. le Ministre

Avez-vous d'autres crédits qui vous aient été refusés ? Non. La Chambre m'avait refusé pour des raisons de forme certains crédits destinés à l'aéronautique. Je les ai repus sous forme de projet de loi spécial ils vont être votés et seront incorporés dans le budget.

En 1922 nous avions 52 appareils civile et 66 appareils de combat en 1923 j'en ai 52 appareils civile et 161 appareils de combat : j'augmenterai ces nombres en 1924.

#### Recrutement de l'armée de mer.

M. le Président

Nous venons de vous entendre Monsieur le Ministre sur votre budget : il est une question dont je voudrais encore vous entretenir : il s'agit du recrutement de l'armée de mer. Nous regrettons que ce problème n'ait pas été déjà posé par vous alors que la loi sur le recrutement de l'armée de terre va vous placer dans une situation difficile.

En 1924 vous serez dans la nécessité de renvoyer 17 949 hommes. Comment recruter, vous les remplacer ? On ne fait pas un marin en trois mois, comme on fait un soldat. Il faut dans la marine des hommes qui soient habitués de longue date aux fonctions qu'ils auront à remplir.

Le Ministre de la Guerre qui a besoin de beaucoup moins de spécialistes que vous a déjà prévu des primes de rengagement destinées à lui assurer la partie d'hommes de métier qui lui est nécessaire.

La Marine plus que l'armée de terre a à se préoccuper d'assurer un personnel rompu à la mer, à la pratique des machines.



A notre avis, la loi sur le recrutement de l'armée de mer  
eût dû venir avant la loi sur le recrutement de l'armée  
de terre. La Commission serait heureuse de vous voir examiner  
ce problème le plus tôt possible.

M. le Ministre

Je vous remercie de m'appeler à m'expliquer devant  
vous sur ce point.

Une marine ne peut vivre sans engagements  
volontaires. Or ceux-ci décroissent tous les jours et  
devennent d'autant moins nombreux que leur durée  
s'écarte plus de la durée normale du service obligatoire de  
l'armée de terre.

Le seul moyen de retenir notre personnel serait de  
lui accorder des primes. Dans le projet de loi sur le  
recrutement qui est en ce moment soumis aux Minis-  
tres des Finances, de la Guerre et au Sous-Secrétariat d'Etat  
de la Marine marchande, elles sont prévues.

Le Sous-Secrétariat de la Marine marchande soulève  
des difficultés : c'est ce qui en retarde le dépôt.

J'ai décidé de détacher du projet général un projet  
de loi spécial organisant les primes : je prévois une  
haute paye pour les engagés et une prime de 1000 fr.  
par an en plus des 18 mois de service obligatoire.

M. le Comte de Blois

Cette prime est tout à fait insuffisante. La vie des  
marins à bord des sous-marins et des torpilleurs ne  
peut réellement se comparer à celle d'un engagé de  
l'armée de terre. Il faut faire au marin des avantages  
spéciaux.

M. le Président

Notre collègue qui, en sa qualité d'officier de marine  
connaît bien la vie à bord a tout à fait raison.

Il faudrait au moins assurer aux marins engagés  
la solde et la prime ordinaires.

M. Lemaire

Il faut que la solde et la prime accordées aux  
marins soient supérieures à celles des engagés de  
de l'armée de terre, leur vie est beaucoup plus  
pénible, et si vous ne leur assurez pas des avantages



M. le Ministre

espérance, les hommes vont plutôt à l'armée de terre.  
Je vous remercie, Messieurs, et des suggestions que vous venez de formuler et de l'appui que vous venez de me donner. Fort de cet appui, je vais intervenir auprès de Monsieur le Ministre des finances pour faire augmenter le taux des primes et je suis persuadé que la Chambre des députés dès qu'elle connaîtra le sentiment du Sénat n'hésitera pas à s'engager dans la même voie.

M. Lénier

Il faudrait que la prime fut au moins de 500 fr. Je vous signale également que vous pourriez utiliser dans la marine les Martiniquais, qui ne sont pas employés par l'armée de terre.

M. le Président

J'aurais une demande à formuler, Monsieur le Ministre c'est que les projets de loi nous soient transmis plus rapidement. Voici le projet de loi sur les assemblées, il a été voté par la Chambre le 13 Mars, il n'a été déposé au Sénat que le 1<sup>er</sup> Mai. Vos services auraient pu être en état de nous le faire déposer avant les vacances de Pâques. Vous devriez avoir auprès de vous un service parlementaire mieux organisé.

M. le Ministre de la Marine se retire

M. le Président

Je vous propose de voter la résolution suivante que je transmettrai à la Commission des finances.

"La Commission de la Marine après avoir entendu M. le Ministre de la Marine dans ses explications sur les demandes de crédits au sujet des constructions des sous-marins, de remplacement et sur leurs caractéristiques donne un avis favorable à l'incorporation des crédits dans le budget de 1923."

M. le Président

La résolution est adoptée à l'unanimité.  
Je la ferai tenir dès ce soir à la Commission des finances.



Projet de loi portant fixation et affectation des établissements  
industriels de la Marine militaire dans la métropole  
et dans l'Afrique du Nord

M. Leimery

donne lecture de la première partie de son  
rapport.

La lecture du rapport sera poursuivie dans une  
séance ultérieure.

M. Guillaumet

Je tiens à protester dès maintenant contre le  
jugement porté par M. Leimery sur le port de Lorient.  
C'est à Lorient que se sont construits les plus  
grands cuirasses : on devrait spécialiser Lorient  
dans les constructions neuves.

Je répète ce que j'ai dit à la dernière séance. Il  
est scandaleux de vouloir supprimer des arsenaux  
alors qu'on ignore encore quelle sera la politique  
navale de la France.

M. de Laviger

C'est un crime de lèse-marine que de vouloir  
relouer à Cherbourg la construction des sous-marins.  
La séance est levée

Le Président



51

Séance du Mercredi 20 Juin 1923.

Présidence de M. Guilloteaume Vice P<sup>t</sup>  
Présents M. M. de Blais, Fénoux, Lémery, Brindeau  
Brard, Dubouy, Le Hars, Bergeron.

M. le P<sup>t</sup>

M. de Kerquegan notre président vient de subir une opération. Je veux être votre interprète à l'égard en exprimant les vœux que nous formons tous pour son prompt rétablissement. (Assentiment général)

Projet de loi portant fixation et affectation des établis-  
sements industriels de la Marine militaire dans la  
métropole et dans l'Afrique du Nord (Armes)

M. Lémery

donne lecture de la fin de son rapport sur ce projet de loi

M. Guilloteaume

Je vais mettre le rapport aux voix: j'ai déjà manifesté mon opinion à la dernière séance: si remarquable que soit le travail de notre collègue, je ne puis m'associer à ses conclusions.

M. Brard

Je ne voterai pas le projet car il porte atteinte à des intérêts légitimes

M. Lémery

Le rapport est adopté par 7 voix contre 2  
Mon rapport comporte un certain nombre d'annexes  
Je demande à la C<sup>mun</sup> l'autorisation de les faire  
imprimer à la suite de mon rapport.

La C<sup>mun</sup> autorise l'impression des annexes  
La séance est levée

Le Président



Séance du Jeudi matin 21 Juin 1923.

Présidence de M. Guillemaux Vice P<sup>t</sup>  
Présents M. M. Rivoteau, Le Hars, Tenoux, Rivoteau  
de Pomeroy, Lervain, Delhoue, Bergeon, Brard.

M. Bergeon donne lecture de son rapport sur le projet de loi  
relatif à l'embarquement des officiers à bord des  
navires armés au long cours et au cabotage  
Le rapport est adopté

M. Brindeau expose les conditions dans lesquelles se présente le  
budget de la marine marchande.

Il propose à la C<sup>m</sup> d'appuyer le relèvement  
d'un certain nombre de chapitres relatifs à l'amélio-  
ration des pêches et aux travaux dans les ports

Les propositions sont adoptées et des amendements  
seront déposés par plusieurs membres de la  
Commission

M. Brindeau fera connaître à M. le Rapporteur  
général de la Commission des finances le sentiment  
de la C<sup>m</sup> spéciale de la Marine

M. le Président Il est à espérer dans ces conditions que la C<sup>m</sup>  
des finances ne fera pas opposition au relèvement  
des crédits

La séance est levée

Le Président



53

Séance du 10 Juillet 1923

Présidence de M. Guilloteaume Vice Président  
Présents M. M. Brindeau, Dudaux, de Laviguerre,  
Lemery, Lervau, Le Hars, comte de Blais, Fenouillet.

M. Brindeau

donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif  
au contingent de croix de la Légion d'honneur pour la  
réserve de l'armée de mer.

Le rapport est adopté.

M. le Président

M. le Ministre de la Marine désirerait voir voter par  
le Sénat un projet de loi adopté par la Chambre dans  
sa dernière séance et relatif aux engagements et rengage-  
ments de l'armée de mer.

On pourrait presque dire que ce projet est né dans  
notre Cœur. A l'une des dernières séances nous avions  
en effet insisté auprès de Monsieur le Ministre de la  
Marine pour que le taux des primes aux engagés de  
la Marine fût relevé. Désirant à notre désir M. le  
Ministre a immédiatement déposé un projet de loi  
la Chambre vient de l'adopter et je crois que vous  
serez heureux de le voir aboutir avant la séparation.  
Dans ces conditions et pour en hâter le vote j'ai  
fait notre collègue Lemery de nous préparer un  
rapport. (RB LB)

M. Lemery

donne lecture de son rapport sur le projet de loi  
portant modification de la loi du 8 août 1913 sur les  
engagements et rengagements dans l'armée de  
mer.

Le rapport est adopté.

Une demande de discussion immédiate sur  
déposée sur le bureau du Sénat.



## Accords de Washington

M. le Président

M. le Président du Conseil m'a fait connaître qu'il avait reçu la visite de l'ambassadeur des Etats Unis. Celui-ci lui a fait comprendre que la ratification par le Parlement français des accords de Washington relatifs à la limitation des armements (il ne s'agit pas ici des résolutions Root dont la discussion viendra plus tard) produirait le plus heureux effet en Amérique.

Après avoir fait une démarche auprès de la C<sup>omm</sup> des Affaires étrangères, M. le Président du Conseil m'a demandé d'insister auprès de la C<sup>omm</sup> de la Marine pour que celle-ci voulût bien donner son avis.

Je vous rappelle en effet que c'est la C<sup>omm</sup> des Affaires étrangères qui est saisie de la question au fond et que nous le sommes seulement pour avis.

M. Lemeray qui a déjà exposé la question devant vous a préparé son rapport il est prêt à vous le lire. Je vais lui donner la parole. (Assentiment)  
donne lecture de son rapport sur les accords de Washington relatifs à la limitation des armements navals.

M. Lemeray

Le rapport tout en formulant de graves réserves conduit à la ratification des accords.

M. de Laviguais

Il me sera impossible d'insérer un vote affirmatif pour les accords de Washington et je vous demande la permission d'en exposer très brièvement les raisons. Je suis bien à mon aise pour avoir cette attitude. J'étais, en effet, au nombre des 7 ou 9 sénateurs qui ont refusé leur confiance à M. Briand, alors que Président du Conseil il avait décidé de se rendre lui-même à la conférence de Washington. De cette conférence je rendrais les conséquences pour mon pays et aujourd'hui, après toutes les réserves formulées par les rapporteurs tant à la Chambre des députés qu'au Sénat, après



les objections si graves, que dis-je, les critiques si fortes formulées dans le rapport de notre collègue Lémery, il faut bien reconnaître malgré les déclarations renouvelées de M. le Président du Conseil, de M. le Ministre de la Marine et du Ministre des Colonies qu'à Washington, soit dans l'accord préalable à trois fait en dehors de nous, soit par la clause relative à la prolongation du traité, la France a été traitée comme un adversaire éventuel ou tout au moins comme une puissance qu'on veut réduire à l'impuissance vis à vis de l'hégémonie anglo-saxonne. Personne ne peut le nier.

Le principal objectif de la France est de défendre ses colonies et d'assurer les communications avec elles, or les clauses du traité de Washington - à mon avis, le compromettent singulièrement dans l'avenir.

On proclame hautement je le sais bien et j'en suis heureux qu'aucune concession n'a été faite au sujet des armées, des sous-marins, complétés par les nombreux bâtiments <sup>de</sup> de surface et les bâtiments auxiliaires nécessaires.

Certes c'est là un fait d'importance capitale mais une puissance navale comme la France qui n'aurait que des bâtiments tels, sans les appuyer de cuirasses serait-elle en bonne posture, même au seul point de vue de sa sécurité.

Comme capital ships, on nous a accordé 13,000 tonnes et je n'insiste pas sur la manière dont ces unités disant trois puissances maritimes, après s'être mises d'accord entre elles ont apporté à la France comme du reste à l'Italie un programme pour ainsi dire à prendre ou à laisser.

Donc on nous a accordé 13,000 tonnes de capital ships, c'est là évidemment un chiffre fantaisiste, il sera facile de le démontrer lors de la discussion du statut naval.

Pourtant, même pour la durée du traité aurait-on dû



l'accepter ? Oui, je le sais bien, on proclame que l'état de nos finances ne nous permet pas, ne nous permettra pas, tant au moins pendant la durée du traité de construction des cuirassés de Gaoctormes. Qui en sait-on ? Par suite des circonstances, et même tout simplement par le sentiment de sa seule responsabilité, un gouvernement ne peut-il se trouver dans la nécessité d'augmenter les forces navales de notre pays et sans augmenter le budget et par suite d'employer à cette arme de défense nationale bien des crédits affectés à d'autres dépenses.

Avant la guerre la France tenait le 3<sup>e</sup> rang parmi les nations maritimes, aujourd'hui nous sommes descendus à un rang bien inférieur et il est permis de envisager cordialement, mais prudemment notre position dans la méditerranée et il faut prévoir le cas où, étant attaqués par une nation à égale de forces navales, celle-ci aurait sur nous une supériorité militaire incontestée puis que nous sommes obligés de défendre en Méditerranée nous sommes encore obligés d'entretenir des forces dans l'Atlantique et la Manche qu'on ne pourrait laisser entièrement dépourvues.

Ces raisons auraient pu, comme semble, être formulées par nos représentants à Washington et elles peuvent être encore formulées sans crainte que nous soyons accusés d'impérialisme.

Troisième et dernière raison qui ne pousse à ne pas ratifier d'un vote affirmatif.

Le traité est signé en 1936 mais dès 1934 il est possible d'en arrêter l'effet. Dès lors, je me demande, s'il ne serait pas plus simple et plus prudent de ne pas le ratifier dès aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons je me refuse à donner mon approbation aux accords de Washington.



M. le Président

52  
Vous me semblez très d'accord avec la Commission qui se trouve d'ailleurs parfaitement resumée par M. Lemaire.

La Commission de la Marine entend tout d'abord conserver sa liberté entière en ce qui concerne l'accord auquel ont donné lieu les résolutions adoptées sur les sous-marins.

Elle n'admet la limitation en ce qui concerne les capital ships qu'à la condition que cette limitation ne soit pas considérée comme un acte de classement des puissances maritimes et qu'il soit nettement entendu qu'en aucun cas on ne pourrait considérer qu'il y a une corrélation entre les forces navales du pays en capital ships et la proportion de ses navires légers et sous-marins et qu'aussi il soit entièrement acquis que le traité a un caractère strictement provisoire et peut être dénoncé en 1934. (Assentiment)

M. Lemaire lors de la discussion publique obtiendra je pense des réponses catégoriques, sur ces divers points, de la part du Gouvernement.

Le rapport de M. Lemaire ainsi que les réserves qu'il comporte est adopté.

La séance est levée

Le Président



Séance du Vendredi 23 novembre 1923

Présidence de M. de Kerquer

Présents M. M. Nyström, Brand, Lervau, Le Hars  
Brindeau, Farjon, Feneau.  
Excuse M. Guillaumeau.

M. le Président

M. le Ministre de la Marine a fait auprès de moi pendant les vacances, des démarches instances pour que le projet de loi relatif aux arsenaux soit mis à l'ordre du jour. Dès la rentrée il a insisté à nouveau. Or notre rapporteur M. Lémery, qui est renouvelable au mois de janvier prochain, a dû partir à la Martinique pour cette élection.

Ces cas où le projet pourrait venir avant le mois de janvier il est nécessaire que la C<sup>me</sup> désigne un rapporteur suppléant qui, au lieu et place de M. Lémery défendrait les conclusions de la Commission (Assentiment)

M. le Président

M. Farjon est désigné comme rapporteur suppléant du projet de loi relatif aux arsenaux. Je ne crois d'ailleurs pas que le projet puisse venir en discussion avant le mois de janvier car la Commission des finances veut examiner le projet et M. le R<sup>eu</sup> Gal m'a dit ne pouvoir être prêt à donner son avis avant la fin de la session. De son côté M. le Ministre de la Marine m'a expliqué que si le Sénat reprenait avant janvier sur le régime des pensions civiles et militaires, il serait obligé de demander des modifications aux articles 6 et 7 du projet de loi sur les arsenaux afin de mettre ceux-ci en concordance avec les dispositions de la loi générale sur les pensions.



## Situation navale

M. le Président

Je profite de votre réunion pour vous faire part des inquiétudes que suscite en moi, surtout depuis certains événements récents, la situation de notre flotte.

Je ne vous apprendrai point, à vous qui suivez attentivement notre politique extérieure que l'attitude de l'Angleterre vis à vis de nous n'est pas faite pour vous rassurer sur l'avenir : en Méditerranée l'Espagne et l'Italie semblent vouloir se recruter contre nous : la dernière visite du roi d'Espagne à Rome, les accords soi-disant commerciaux qui en sont sortis doivent retenir votre attention et vous devez vous demander si votre situation navale vous permettrait de répondre à certaines éventualités qui pourraient se produire dans le bassin méditerranéen.

Nous avons il y a un an voté un premier programme naval : Or, et déjà les croiseurs de 8000 tonnes qui y figuraient et ne sont pas encore en service sont distancés par des unités de même nature mis en chantier par nos voisins anglais et italiens et par le Japon. Les Anglais vont construire, avec la rapidité que leur permettent les moyens industriels dont ils disposent 17 croiseurs de 10000 tonnes armés de canons de 203. Les Italiens transforment en croiseurs de 10000 tonnes les vaisseaux de 7000 tonnes qu'ils avaient prévus. Or, l'effort que nous avons fait l'an dernier n'aboutira qu'à nous armer des croiseurs déjà démodés avant d'être mis en service.

Le Ministre de la Marine a déposé devant le Parlement un projet de loi envisageant la construction



tion d'un certain nombre d'unités qui formeront la seconde tranche du programme naval.

Cette seconde tranche se compose de 6 croiseurs de 1000 tonnes armés de canons de 103, d'un certain nombre de contre-torpilleurs et de sous-marins.

Il n'y a de cette seconde tranche aucun navire porte-avions, aucun convoyeur de sous-marins, pas un seul sous-marin mouilleur de mines.

Je ne vous cache pas mon inquiétude et je me demande s'il n'y a pas lieu d'attirer l'attention du Gouvernement sur ce point. M. Poincaré m'écrit contre l'Allemagne une lettre de laquelle la dernière lui force les patriotes français mais je crains qu'il ne se rende pas un compte exact de la situation de notre marine et des nécessités que comporte sa politique. Je le disais dernièrement au maréchal Pétain : je crains que si un jour nous sommes aux prises avec nos ennemis de l'Est, le ravitaillement de la France ne soit compromis, car nous n'avons pas de marine.

Le Gouvernement propose aux Chambres des milliards de dépenses electorales : il ne songe pas à mettre la France d'ici cinq ou six ans en mesure de conserver sa situation navale. C'est du côté de la Méditerranée que sont tous nos espoirs de ravitaillement non seulement en hommes mais en vivres. M. Mussolini ne se cache pas de faire une politique inévidente ; il ne craint même pas de jeter quelques regards sur notre Italie. Or quels sont nos moyens de défense en Méditerranée ?

Si je prends la route Bizerte - Nice ou Malte il n'y a rien : Agadir est démunie de toute défense. N'y aurait-il pas lieu de faire de Bizerte un point d'appui extrêmement solide, une sorte



de camp retranché. On pourrait l'armer de tous les canons que le Ministère veut mettre sur les côtes de France où à part le Pas de Calais, le Havre et Cherbourg ils sont inutiles. Nous avons ainsi des canons sur les côtes des Flandres declassés. Je voudrais que le Chef de la Marine se rendit à Bizerte: nous pourrions en passant examiner Agadir.

M. Fayon.

Je vois, que de toute manière il faut attirer l'attention du Gouvernement sur notre situation en Méditerranée. Les observations de notre Président me paraissent extrêmement justes. L'Allemagne reprend ses armements l'Italie et l'Espagne ont l'air de vouloir s'entendre. Tous ces événements réclament un examen très précis de notre situation maritime tant au point de vue de notre flotte, que de ses approvisionnements, de nos possibilités de mobilisation. Il serait utile également de demander au Gouvernement quelle est la part de la Marine dans la mobilisation industrielle. La marine ne peut rester dans la situation où elle est actuellement.

Il faut activer les constructions commencées et envisager un délai moindre pour l'achèvement de la seconde tranche qui n'est pas encore votée. Si l'on s'en tenait au projet du Gouvernement, cette seconde tranche ne serait prête qu'en 1932: c'est à cette époque seulement que nous aurions un embryon de flotte: sans jeter l'émotion ni dans le public ni à l'étranger nous devons travailler à améliorer cette situation: ne pourrions nous aussi inviter le Gouvernement à étudier la question du Transsaharien: une ligne de chemin de fer qui traverserait du Sud au Nord nos possessions africaines nous ouvrirait bien des navires sur l'Atlantique.

M. Brindeau

J'appuie les observations de notre Président et de M. Brindeau: nous cherchons à développer notre marine marchande, nous voudrions utiliser les produits de nos colonies: pour cela il faut assurer la sécurité



des nos routes maritimes

Qu'arriverait-il si nos navires de commerce étaient  
l'objet de pilleurs incessants dans des ports étrangers  
Aurions nous les unités nécessaires pour faire  
une démonstration navale?

Je vous propose d'entendre tout d'abord M. le  
Ministre de la Marine. Nous venons avec lui  
ce qu'il va peut faire. Après nous être mis d'accord  
avec lui le bureau de la C<sup>omm</sup> ferait une demande  
auprès de M. le Président du Conseil.

M. le Président Cette procédure me paraît excellente. M. le P<sup>re</sup>  
du Conseil doit être tenu au courant d'une  
situation qu'il semble ignorer complètement. Il  
faut agir non pour décharger notre responsabilité  
mais pour en prendre une.

Je vous propose donc d'entendre M. le Ministre  
de la Marine Mercredi prochain. Assurément  
la séance est levée

Le Président



63  
Séance du Vendredi 20 novembre

Présidence de M. de Kerquière Président  
Présents: M. M. Rivoteau, Brindeau, Furtin, Mulac  
Dudouyt, Bergeon, Amnassy, Ténoux, Pureau, Brard  
de Hars, Farjon, de Blois, Chaumet.

M. le Président M. le Ministre de la Marine n'était pas libre  
Mercredi dernier: il en a demandé d'ajourner à aujourd'hui  
son audition.

Audition de M. Raiberti Ministre de la Marine  
M. le Ministre est accompagné de M. l'amiral Gasset  
chef d'état-major.

La sténographie de cette audition est jointe  
au procès verbal de la présente séance.

La séance est levée après l'audition du Ministre.  
Le Président



Séance du Mardi 11 décembre 1923.

Présidence de M. de Kerqueze.

Présents M. M. Brindeau, Servain, de Blois, Fleury  
de Laurignais, Dubouy, Hennessy.

adoption d'un rapport

M. Brindeau

donne lecture d'un rapport sur le projet de loi  
modifiant la loi du 10 juin 1896 relative à l'orga-  
nisation du corps des officiers de Marine et du corps des  
équipages de la flotte.

le rapport est adopté.

Situation de la flotte.

M. le Président

Nous venons d'entendre le rapport de M. Brindeau  
sur un projet de loi qui ne fait que proroger des  
dispositions prises depuis la guerre; nous continuons  
à rester dans le provisoire.

M. Servain

Cela ne peut durer: nous devons inviter le Ministre  
à nous faire d'une loi des cadres.

M. Hennessy

Nous ne pouvons faire une loi des cadres sans connaître  
de quoi sera composée notre flotte.

M. le Président

En effet si nous avions un programme naval, nous  
pourrions avoir une loi des cadres. M. Servain a  
raison de vouloir que le nombre de nos officiers soit fixé.

M. Servain

Il y a pléthore de les cadres supérieurs.

M. Hennessy

Il faut bien cependant un nombre d'officiers supé-  
rieurs et généraux suffisant pour que chacun puisse  
avoir l'espérance d'une carrière. Si tout avancement  
est bouché personne n'entrera plus dans la Marine.

M. de Kerqueze

Il y a cependant des suppressions d'emplois à  
effectuer notamment de les corps non combattants.  
Il y aurait aussi des économies à faire non sur  
le nombre des officiers, mais sur certains avantages  
qui leur sont accordés. Voici par exemple les officiers



de Marine qui sont en Syrie pourquoi autoriser leurs familles à aller les rejoindre, les frais de déplacement étant supportés par le budget?

M. Hennessy

Cela se fait pour les civils

M. le Président

C'est possible mais les officiers de marine détachés ainsi aux colonies peuvent être considérés comme en campagne ou embarqués.

M. le Président

À la dernière séance, en présence de M. le Ministre de la Marine et d'abord avec lui (1) il avait été décidé que votre bureau ferait une démarche tant auprès du <sup>Com</sup> de la Marine qu'aupres de la Chambre qu'aupres du Président du Conseil pour que les unités prévues ~~de~~ la seconde tranche du programme naval soient plus nombreuses et que la durée de construction soit ramenée de six années à quatre années.

M. Faure et moi avons été convoqués par le Ministre de la Marine qui nous a fait rencontrer avec M. Pierre Dupuy, P.<sup>r</sup> de la <sup>Com</sup> de la Marine et M. Devise rapporteur du projet de loi relatif au programme naval.

M. Devise n'a pas eu l'air de comprendre grand-chose aux problèmes que nous lui exposâmes: il nous a dit: "si vous modifiez quoi que ce soit au programme naval ~~avant~~ le projet ne sera pas voté avant la séparation des Chambres et si le programme n'est pas voté je ne serai pas réélu député du Var." Pour lui le programme naval a paru se présenter sous la forme d'un programme électoral. Vous pensez bien que nous ne nous sommes pas arrêtés à de pareilles considérations. Nous avons exposé notre situation actuelle en Méditerranée: la discussion a duré aux longs jours. M. Pierre Dupuy n'a paru

(1) Voir la stenographie



sensible à nos arguments. Finalement nous  
sommes tombés d'accord en vue d'augmenter  
la deuxième tranche de deux ~~cent~~ croiseurs  
et de quelques torpilleurs. M. Pierre Dupuy et Duine  
ont accepté de soutenir cette solution devant  
la Commission de la Chambre. Que s'est-il passé  
dans cette ~~Commission~~ je l'ignore.

Maintenant, vous avez encore présenté à l'esprit  
la déposition de M. Raiberti. Celui-ci m'apparaît  
comme s'étant rallié à l'opinion de la Commission  
senatoriale: la sténographie en fait foi d'ailleurs.  
Que s'est-il passé entre le Sénat et la rue Royale  
je ne sais toujours est-il qu'en arrivant au Minis-  
tère M. Raiberti avait déjà changé d'opinion. En  
effet 48 heures après je recevais une lettre de lui  
disant qu'il n'avait rien accepté du tout. Je  
lui répondis immédiatement qu'il avait accepté  
à la fois l'augmentation du nombre des unités  
et la réduction du temps de construction et  
je le renvoyai aux pages 81 et 91 de la sténographie.

M. le P. du Conseil a bien voulu me recevoir  
hier, je lui avais auparavant fait tenir un dossier  
de l'affaire aux statistiques à l'appui et je m'étais  
muni de la sténographie de notre dernière séance.

Dès que je fus introduit dans son cabinet M.  
le P. du Conseil m'aborda en me disant: Vous  
venez donc en bataille cher ami. — Au moment  
où je répondais, mais vous suivez une politique  
extérieure qui doit avoir les moyens de se réaliser.  
Ces moyens nous venons vous les offrir. — Je  
plaisantais, à partir M. Poincaré, j'ai en effet  
lui le dossier que vous m'avez fait remettre.  
Il n'y a pas de doute nous sommes en infériorité  
en Méditerranée même vis à vis de l'Italie seule.  
Ainsi ne fait peser en ce moment que nous



puissances entrer en conflit avec notre voisine, mais qui sait ce que réserve l'avenir. Je suis donc en principe favorable aux idées que vous me soumettez à savoir augmentation des unités de la flotte et accélération de la construction; mais vous n'ignorez pas nos difficultés financières dès que la situation des lieux sera plus favorable je vous donne ma parole que je ferai l'impossible pour que vous ayez satisfaction."

Voilà l'essentiel de notre conversation. J'ai dû m'incliner pour le moment devant des considérations financières: en tous cas nous sommes déterminés à obtenir une accélération des constructions.

Certes ce n'est pas tout ce que nous aurions désiré: mais je crois que la Commission de la Marine a fait de la bonne besogne en posant le problème devant le Gouvernement à qui il appartient de le résoudre. Nous pouvons agir sur lui par une pression douce et calme. Ne perdons point la question de vue et nous rendrons ainsi grand service au pays.

M. Farjon

Je ne puis que confirmer toutes les indications données par M. le P<sup>t</sup> et je crois être l'interprète de la Commission en le remerciant d'avoir si bien ardent les négociations, qui, j'en fus le témoin, n'ont pas été toujours des plus aisées (Applaudissements unanimes.)

M. Hennesy

Il faudra surtout être intraitable sur la question de l'accélération des constructions

M. Farjon

L'exécution du programme en 6 ans demandait une annuité de 300 millions, son exécution en quatre ans demande une annuité de 450 millions on pourrait examiner la question de savoir ce qui est préférable ou 60 millions en 6 ans ou 80 millions en six ans. De toutes facons nous ne pouvons accepter d'avoir en Méditerranée une situation inférieure à l'Italie.



M. Lervain

Il serait désirable que M. Henry Berenger qui est à la fois membre de la C<sup>te</sup> de la Marine, ~~Président~~ du budget et rapporteur du budget de la Marine assistât aux séances où nous discutons de pareils problèmes. Sa collaboration nous serait utile.

M. le Président

Je suis persuadé que vos vœux nous seraient précieux mais en cette fin de session vous savez quel travail considérable lui est imposé : je le tiendrai au courant de vos vœux et de nos décisions. Cela est d'autant plus utile que l'argent qu'on vous refuse pourrait peut-être être trouvé par des compressions de dépenses du budget de la Marine. "Ne pensez-vous pas me disait M. Poincaré en me quittant hier qu'on pourrait encore trouver de l'argent de la Marine ?" - Plus de cent millions ai-je répondu - et je puis être en dessous de la vérité.

La séance est levée

Le Président